

*Économie canadienne*

mènent dans tout le pays de plus en plus déçus à l'égard du travail et parce qu'on ne peut les employer.

Il est aussi intéressant de noter que le ministre des Finances ne tire aucun profit de ces jeunes chômeurs. Lorsqu'on a tant de chômage, qu'il soit dû aux grèves, à la maladie ou à tout autre raison, lorsque le taux des sans travail atteint 6 ou 7 p. 100 et même plus dans certaines régions, je prétends alors que nous n'avons pas la politique qui convient pour ramener le chômage à un taux inférieur.

Les députés du Crédit social ont mentionné certains problèmes aujourd'hui. Je crois que nombre d'entre eux sont attribuables aux institutions financières. Bien que je ne sois pas un spécialiste, je crois qu'il y a trop de banques au Canada. Quand c'est les banques qui réalisent les profits plus élevés dans les grandes entreprises au Canada, il y a quelque chose qui cloche. Le monde bancaire et financier devrait nous fournir un service et ne pas être la plus grande entreprise financière au Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Peters:** On prétend constamment que nous devrions avoir d'autres banques et, sauf erreur, nous sommes saisis de deux demandes pour l'obtention de chartes. Nous avons déjà 11 banques. Nous avons même donné une au mouvement coopératif. Nous avons donné une banque à la Colombie-Britannique et une à la Mafia. Considérez la banque de la Mafia, monsieur l'Orateur. Je croyais qu'elle ferait beaucoup d'argent et elle en faisait au début, mais ses actions sont tombées de \$17 à quelque \$13. Je crois que les dirigeants ont été changés l'autre jour. Même le blanchissage de l'argent ne semble pas aussi facile que d'avoir des comptes numérotés dans un autre pays. Nous n'améliorons pas notre sort en créant de nouvelles banques.

**Une voix:** Êtes-vous membre du conseil d'administration de cette banque?

**M. Peters:** Non, monsieur l'Orateur. Mon sentiment envers les banques canadiennes se rapproche un peu de celui du fondateur du christianisme envers les prêteurs du temple. Elles sont tout aussi méprisables que les prêteurs des temps anciens, en ce qui me concerne.

Le moment me semble venu de nationaliser nos banques. Que les libéraux ne prennent pas de si grands airs pour se demander s'ils peuvent appuyer la motion. Bien sûr qu'ils le peuvent. Par l'entremise de la Banque du Canada, qu'il contrôle directement, le gouvernement a imprimé 15 p. 100 de nouvelles devises l'an dernier. Il ne fait que grossir notre dette, mais cela ne dérange plus personne. Depuis que je suis ici, une fois seulement nous avons retiré de l'argent de la circulation pour remettre une partie de la dette nationale. Si nous faisons de la Banque du Canada la banque nationale et obligeons les autres banques à fonctionner comme elles le doivent et non d'après la création de nouvelles devises par les dépôts...

**Des voix:** Bravo!

**M. Peters:** ... si nous devons prêter cet argent à la banque, nous pourrions alors prêter de l'argent pour construire des logements au Canada. Nous n'accorderions pas sans garantie aux sociétés les subventions du MEER; nous leur verserions cet argent et accepterions la garantie, et si elles voulaient racheter la garantie, elles devraient la payer et nous devrions encore nous débarrasser de l'argent en le plaçant ailleurs. Monsieur l'Orateur, nous fabriquons l'argent aujourd'hui. L'année dernière, les libéraux se sont

transformés en créditistes et ont augmenté la masse monétaire de 15 p. 100 simplement en mettant en marche les presses d'imprimerie. Le ministre des Finances peut le vérifier. Parfois, ils ont des idées pires que celles du major Douglas, car ils ne se donnent même pas la peine de les numérotés de façon à pouvoir les retirer de la circulation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Peters:** Nous laissons prêter de l'argent en vue de la construction de logement, ce qui constitue du capital social. Je pense qu'il y a peu de gens qui emportent leur maison avec eux lorsqu'il quittent ce monde. Les gens lèguent leur maison à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Comme la plupart des maisons sont faites pour durer de 60 à 80 ans au moins, il est clair qu'elles constituent une partie de notre capital national. Je ne vois pas pourquoi on ne prêterait pas d'argent à des taux d'intérêt juste suffisants pour couvrir les coûts d'administration parce que, après tout, cet argent accroît notre capital national. Je ne vois pas pourquoi on prêterait de l'argent à des personnes qui ne feront que spéculer.

● (2120)

Au Canada, posséder une maison est un moyen d'épargner. On investit son argent dans une maison et on espère qu'il croîtra en fonction de l'inflation. La psychologie du peuple canadien est étrange. On a demandé à des gens, dans la rue, ce qu'ils feraient s'ils gagnaient un million de dollars à la loterie olympique. La plupart ont répondu qu'ils voyageraient, finiraient de payer leur maison, qu'ils s'achèteraient peut-être une voiture neuve et qu'ils déposeraient le reste à la banque. Chacune des 20 personnes interviewées à Sudbury a déclaré qu'elle déposerait son argent à la banque. Les Canadiens sont comme cela. Lorsqu'il achètent une maison, ils considèrent que c'est la même chose que de déposer leur argent à la banque.

Les institutions financières ont un rôle à jouer dans l'expansion de notre économie et elles devraient travailler dans l'intérêt de la population. Après tout, l'argent n'est qu'un moyen d'échange. Nous le fabriquons avec du papier, on ne peut pas le manger, il ne sent pas bon, il ne résiste ni au feu ni à l'eau et il ne dure pas. En fait, l'argent n'est qu'un bout de papier que nous utilisons pour des échanges. Lorsque nous laissons les banques prêter huit ou dix fois les montants en dépôt, nous les laissons créer de la monnaie. Elles le font dans leur propre intérêt et non pas dans celui du pays. Que se passe-t-il quand une société multinationale ou une grosse compagnie a des difficultés? En fait, le député qui a cité Lénine il y a quelques minutes a fait des commentaires fort pertinents. L'argent avec lequel on aide ces compagnies vient de nos banques.

A mon avis, les députés feraient bien d'empêcher notre système bancaire de commettre de tels abus et de centrer leur attention sur le plein emploi. Nous devrions donner au public canadien l'argent nécessaire pour faire ce qui doit être fait. Cela vaudrait mieux que créer de la monnaie et de l'ajouter à notre dette nationale.

**M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek):** Monsieur l'Orateur, la motion à l'étude soulève deux questions: d'abord, pourquoi sommes-nous dans cette situation diamétralement opposée à celle de notre grand voisin du Sud et de presque tous les pays occidentaux industrialisés? Ensuite, comment pouvons-nous le mieux relever les défis sociaux et économiques qui se présentent à nous?